

# BULLETIN CHIMIE - NPA 76 - Janvier 2013



## LUBRIZOL : UNE ODEUR BIEN OPAQUE !

Lundi 21 janvier, Rouen, puis la région parisienne et la banlieue de Londres ont été empuanties par une émanation gazeuse due à un accident chimique dans l'usine Lubrizol. Ce gaz a provoqué des malaises, maux de tête, irritation des yeux et de nez, nausées et surtout une vive inquiétude dans la population.

La première communication de la Préfecture mardi à 13h20...concerne l'annulation du match entre Rouen et Marseille !!! A 18h30 elle parle d' « une odeur inconfortable » et annonce le début des opérations de neutralisation de la fuite. Quant à l'entreprise Lubrizol, c'est la grande muette ! La préfecture et la ministre de l'Ecologie se veulent rassurantes et parlent de « traceur olfactif non toxique ». Mais cette communication ne rassure personne et ne peut que rappeler d'autres accidents industriels. D'autant que le produit en cause, le mercaptan, est à l'origine de 50 accidents en France entre 1988 et 2012. Le 8 avril 1970, 3 cheminots sont morts à Lacq à côté d'un wagon fuyard. A haute concentration, ce gaz est extrêmement inflammable, toxique par inhalation et très toxique pour les milieux aquatiques. Alors si effectivement les concentrations sont très faibles et sans danger, pourquoi ne pas jouer la totale transparence, rendre publics les résultats d'analyses, réunir les associations de riverains et de protection de l'environnement, les syndicalistes du secteur, les élus, des médecins et des scientifiques pour faire toutes la lumière.

Notons que comme d'habitude rien n'est dit sur les salariés qui sont forcément exposés aux plus fortes concentrations ! En revanche la ministre de l'écologie se sent autorisée à affirmer qu' « Il y a sans doute eu une négligence ou une faute qui a entraîné cette réaction chimique », ne tranchant pas entre « une erreur humaine ou une faute technologique ». Mais Madame la ministre devrait savoir que dans une usine à risques des barrières doivent à la fois empêcher les «erreurs humaines » et en limiter les conséquences. Alors les responsabilités sont à chercher du côté de ceux, industriels et représentants de l'Etat, qui décident et autorisent une production dangereuse dans des conditions mal maîtrisées, pas du côté des salariés qui sont toujours les premiers exposés.

**SANOFI : LA MOBILISATION CONTINUE**

Le groupe Sanofi est en restructuration permanente depuis sa création en 2004. La succession de plans tous plus antisociaux les uns que les autres a permis la suppression de plus de 4000 postes en France. Les salariés des sites de Toulouse et Montpellier (R&D) ont décidé de dire STOP. Depuis le début de l'été ils se battent pied à pied contre une direction de requins pour qui la seule santé qui vaille d'être préservée c'est celle des actionnaires du groupe. Sanofi fait partie des entreprises les plus rentables au monde. Mais ce n'est jamais assez pour les rapaces qui dirigent la boîte.

Depuis le début de l'été, la grosse machine semble s'être enrayée face à la mobilisation et à la détermination sans faille des travailleurs des sites impactés. Mais si la Direction essaye de temporiser, elle n'abandonne en rien ses funestes projets.

C'est pourquoi les Sanofi ont bien compris que pour peser dans le bras de fer avec la direction, il est nécessaire de rechercher de l'appui à l'extérieur. Pour pouvoir le donner en retour. C'est tout le sens de la manifestation du 29 janvier à l'appel du collectif Licenci'elles.

Cette manifestation à Paris permettra aux salariés des boîtes en lutte et menacées de fermeture de se retrouver pour dire stop aux destructions d'emplois, pour dire non aux licenciements.

### MARDI 29 JANVIER

#### **Manifestation pour une vraie sécurisation de l'emploi, pour une loi contre les licenciements dans les entreprises qui font du profit**

A l'initiative des "Licenci'elles", l'association des salariées des 3 suisses licenciées abusivement par un groupe qui réalise des profits colossaux, et avec des représentant-E-s des salarié-E-s en lutte. Un rassemblement aura lieu à 14h devant le Ministère du Travail.

### **TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS, C'EST POSSIBLE!**

**Les transports gratuits sont déjà une réalité à Aubagne, Castres, Figeac, Manosque et ailleurs...**

**La mobilisation est engagée pour la gratuité au Havre, pourquoi pas dans la CREA ? La gratuité des transports en commun est une nécessité.**

**Pour l'obtenir, mobilisons-nous !**

### **MEETING UNITAIRE**

**LE JEUDI 7 FEVRIER 2013 A 20H**

**Halle aux Toiles (Place Haute Vieille-Tour**